



Les autorités camerounaises veulent absolument empêcher la tenue des rassemblements du MRC, qui devraient avoir lieu les, samedi 2 novembre à Yaoundé et le samedi 8 novembre à Douala.

Dans un communiqué, le MRC, s'insurge contre ces «**manœuvres honteuses** » du régime en place.

Pour la manifestation du samedi 2 novembre à l'esplanade du stade Omnisport de Yaoundé, le parti de Maurice Kamto, précise avoir saisi le sous préfet de Yaoundé5 dans les délais. Sauf que rendu dans cette sous-préfecture quelques jours plus tard à l'effet d'obtenir le récépissé de déclaration de la manifestation publique, les envoyés de Maurice Kamto vont constater que toutes les portes sont fermées. Ils attendront sur les lieux de 10h55 à 15h45, sans jamais apercevoir l'ombre de l'administrateur civil, ni même celui de son adjoint.

Auraient-ils volontairement déserté les lieux ?

Selon toute vraisemblance oui!. Car, difficile de comprendre comment un bureau administratif peut rester clause toute une journée, néanmoins, le MRC va dresser un constat d'huissier.

Le lendemain, les émissaires de Kamto seront encore sur les mêmes lieux, mais le sous-préfet

va refuser d'accuser réception de leur déclaration, arguant que le MRC doit demander au préalable l'autorisation du ministre des Sports et de l'Education physique et du directeur du stade omnisports de Yaoundé pour utiliser le site.

En ce qui est un meeting de Douala, le sous-préfet de Douala V a déclaré dans un communiqué que le MRC n'a pas obtenu l'autorisation des propriétaires du lieu (Petit stade Bonamoussadi).

Face à toutes ces manœuvres délibérées du régime pour museler le MRC, Maurice Kamto va indiquer vouloir braver cette interdiction, et tenir coûte que vaille ses meetings, même s'il faut qu'il retourne en prison.

Le premier test est donc prévu ce jour à Ebolowa, région du Sud, où le MRC attend tenir son meeting, malgré l'interdiction du sous-préfet d'Ebolowa 3.

Un sous préfet qui avait pourtant délivré un récépissé de manifestation, avant de se retracter 24 heures plus tard. Sous le fallacieux prétexte d'un affrontement qui plane à l'horizon, entre militants du MRC et ceux du RDPC, autorisés eux aussi à manifester le même jour dans le même lieu.